



CHAPITRE 31

Loi modifiant la Loi des mines

[Sanctionnée le 31 mai 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34), modifié par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes 19° et 20° par les suivants:

«19° «bail minier»: le bail visé dans l'article 89;

«20° «bail minier souterrain»: le bail visé dans l'article 90;»;

b) par l'insertion, après le paragraphe 23°, du suivant:

«23a° «système de gestion de matériaux rejetés»: ensemble d'opérations administratives et techniques assurant l'enlèvement, le transport, l'entreposage, le traitement et le dépôt définitif des déchets miniers ainsi que les biens meubles et immeubles affectés à ces fins;».

2. L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 36 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

«3. Les droits découlant d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un

CHAPTER 31

An Act to amend the Mining Act

[Assented to 31 May 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34), amended by section 1 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 1 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended:

(a) by replacing paragraphs 19 and 20 by the following:

“(19) “mining lease”: the lease contemplated in section 89;

“(20) “underground mining lease”: the lease contemplated in section 90;”;

(b) by adding, after paragraph 23, the following:

“(23a) “rejected materials management system”: the aggregate of administrative and technical operations for the removal, haulage, storage, milling and permanent deposit of the tailings of mining, and the moveable and immoveable property allocated to such purposes;”.

2. Section 3 of the said act, amended by section 2 of chapter 36 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

“3. The rights derived from a claim, development licence, special licence, ex-

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 1,
mod.

«bail
minier»;

«bail mi-
nier sou-
terrain»;

«système
de gestion
de maté-
riaux reje-
tés»;

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 3,
mod.

Droits
réels.

1965
(1st sess.),
c. 34, s. 1,
am.

“mining
lease”;

“under-
ground
mining
lease”;

“rejected
materials
manage-
ment sys-
tem”;

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 3, am.

Real rights.

permis spécial, d'un permis d'exploration, de recherche, de recherche de réservoirs souterrains, d'enfouissement ou de recherche de saumure, d'un bail d'exploitation, d'un bail à emmagasinement, d'un bail d'exploitation de saumure, d'un bail minier ou d'une concession minière sont des droits réels et immobiliers.»

1065
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 29,
remp.

3. L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Autorisation du ministre requise.

«**29.** Personne ne peut sans la permission écrite du ministre jalonner les terrains:

a) mis de côté par la couronne comme lots de village ou de ville;

b) subdivisés en lots à bâtir et inscrits comme tels sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel;

c) situés dans les limites d'une cité ou d'une ville;

d) réservés en vertu du paragraphe b de l'article 272a; ou

e) situés dans le territoire du Nouveau-Québec.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 31,
remp.

Conditions et obligations.

4. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**31.** La permission écrite du ministre et l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comporter des conditions et obligations, et notamment, notwithstanding les articles 76 à 88, des conditions et obligations relatives aux travaux requis.

Idem.

Ces conditions et obligations peuvent être:

a) imposées par le ministre dans le cas de l'article 29;

b) imposées par le lieutenant-gouverneur en conseil dans le cas de l'article 30; ou

c) prévues dans une convention approuvée par le lieutenant-gouverneur

ploration permit, exploration licence, exploration licence for underground reservoirs, disposal licence, exploration licence for brine, operating lease, storage lease, operating lease for brine, mining lease or mining concession are immoveable real rights."

3. Section 29 of the said act is replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34, s. 29,
replaced.

«**29.** No person, without the written permission of the Minister, may stake out as claims any lands:

Authorization of Minister required.

(a) set aside by the Crown as village or town lots;

(b) subdivided into building lots and entered as such on the plan and in the book of reference of the official cadastre;

(c) situated within the limits of a city or town;

(d) reserved under paragraph b of section 272a; or

(e) situated within the territory of New Québec."

4. Section 31 of the said act is replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34, s. 31,
replaced.

«**31.** The written permission of the Minister and the authorization of the Lieutenant-Governor in Council may include conditions and obligations, particularly, notwithstanding sections 76 to 88, conditions and obligations relating to the required work.

Conditions and obligations.

Such conditions and obligations may be:

Idem.

(a) imposed by the Minister in the case of section 29;

(b) imposed by the Lieutenant-Governor in Council in the case of section 30; or

(c) provided for in an agreement approved by the Lieutenant-Governor

en conseil et conclue par le ministre et celui qui demande la permission ou l'autorisation de jalonner. »

in Council and concluded between the Minister and the person requesting the permission or authorization to stake out."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 32,
remp.

5. L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 27 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

5. Section 32 of the said act, amended by section 4 of chapter 27 of the statutes of 1970, is replaced by the following:

Nouveau
jalonne-
ment.

« **32.** 1. Tout terrain qui a été l'objet d'un claim périmé ou abandonné ne peut être jaloné de nouveau avant trente jours de la date de l'expiration ou de la réception par le ministre de l'avis écrit d'abandon et pas avant sept heures du matin le trente et unième jour.

« **32.** (1) Any land which has been the object of a lapsed or abandoned claim shall not be restaked within thirty days of the date of the expiry or of the reception by the Minister of the written notice of abandonment, nor before seven o'clock in the morning of the thirty-first day.

Idem.

2. Toutefois, ce terrain ne peut être jaloné de nouveau par la même personne, ni pour le bénéfice d'une personne qui le détenait auparavant ou qui y avait un intérêt avant soixante jours de la date de l'expiration ou de la réception par le ministre de l'avis écrit d'abandon et pas avant sept heures du matin le soixante et unième jour.

(2) However, such land shall not be restaked by the same person or for the benefit of any person who previously held it or had an interest therein within sixty days of the date of the expiry or of the reception by the Minister of the written notice of abandonment, nor before seven o'clock in the morning of the sixty-first day.

Jalonne-
ment inter-
dit avant
décision
finale.

3. Tout terrain qui a été l'objet d'un permis de mise en valeur annulé ou d'un claim qui a été annulé ou dont l'enregistrement a été refusé, ne peut être jaloné de nouveau tant que la décision sur l'annulation ou le refus n'est pas définitive. »

(3) Any land which has been the object of a cancelled development licence, of a cancelled claim or of a claim the recording of which has been refused shall not be restaked before the final decision on the cancellation or refusal."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 33,
mod.

6. L'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

6. Section 33 of the said act, amended by section 5 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing paragraph *g* by the following:

« *g*) S'il n'est pas possible de placer un piquet au sommet d'un des angles du claim, le jaloneur doit placer à l'endroit propice le plus rapproché un piquet sur lequel il doit:

« *g*) If it is impossible to plant a stake at the apex of any of the angles of the claim, the staker must plant at the nearest convenient place a stake on which he must:

i. poser la plaque métallique prescrite par le paragraphe *c*;

(i) affix the metal plate prescribed in paragraph *c*;

ii. inscrire les renseignements exigés par les paragraphes *d* et *e*;

iii. apposer l'inscription « P.I. » (piquet indicateur) ou « W.P. » (witness post);

iv. indiquer la distance entre le piquet indicateur et le sommet véritable de l'angle du claim;

v. indiquer la direction du sommet véritable de l'angle par rapport au piquet indicateur. »

(ii) inscribe the particulars required in paragraphs *d* and *e*;

(iii) affix the inscription "W.P." (witness post) or "P.I." (piquet indicateur);

(iv) indicate the distance between the witness post and the actual apex of the angle of the claim;

(v) indicate in which direction from the witness post the actual apex of the angle is located."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 48,
ab. **7.** L'article 48 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 51,
remp. **8.** L'article 51 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 36 des lois de 1968 et l'article 9 du chapitre 27 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Appel. « **51.** Lorsqu'une décision sur le refus d'enregistrement ou l'annulation d'un claim est rendue par le ministre, ce dernier en donne un avis écrit par lettre recommandée aux parties intéressées et chacune d'elles peut, dans les trente jours de la date de cet avis, interjeter appel de cette décision au juge des mines suivant la procédure prévue aux articles 282 et 283. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 76,
remp. **9.** L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 37 des lois de 1969 et remplacé par l'article 17 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par les suivants:

Travaux
prescrits. « **76.** Le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur doit effectuer ou faire effectuer, à la satisfaction du ministre, sur le terrain couvert par son claim ou son permis, les travaux qui sont prescrits par règlement.

Rapport au
ministre. « **76a.** Le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur doit faire

7. Section 48 of the said act is repealed. 1965
(1st sess.),
c. 34, s. 48,
repealed.

8. Section 51 of the said act, amended by section 4 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 9 of chapter 27 of the statutes of 1970, is replaced by the following: Id., s. 51,
replaced.

« **51.** When the Minister makes a decision respecting the refusal to record or the cancellation of a claim, he shall give written notice thereof by registered mail to the interested parties, each of whom may, within thirty days of the date of such notice, appeal such decision to the Mining Judge, following the procedure set out in sections 282 and 283." Appeal.

9. Section 76 of the said act, amended by section 2 of chapter 37 of the statutes of 1969 and replaced by section 17 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again replaced by the following sections: 1965
(1st sess.),
c. 34, s. 76,
replaced.

« **76.** The holder of a claim or of a development licence shall execute or cause to be executed, to the satisfaction of the Minister, on the land covered by his claim or licence, the work prescribed by regulation. Prescribed work.

« **76a.** The holder of a claim or development licence shall report to the Report to Minister.

rapport au ministre des travaux effectués sur le terrain couvert par son claim ou son permis dans le délai et de la manière prescrits par règlement.»

Minister the work executed on the land covered by his claim or licence, within such delay and in such manner as are prescribed by regulation."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 80,
ab.
10. L'article 80 de ladite loi, remplacé par l'article 20 du chapitre 27 des lois de 1970, est abrogé.

10. Section 80 of the said act, re-1965
placed by section 20 of chapter 27 of (1st sess.),
the statutes of 1970, is repealed. c. 34, s. 80,
repealed.

Id., a. 94,
mod.
11. L'article 94 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

11. Section 94 of the said act is Id.,
amended by replacing the first para- s. 94, am.
graph by the following:

Superficie
maximale.
«**94.** La superficie totale concédée par bail à une même personne pendant une période de douze mois ne doit pas dépasser deux cent vingt-cinq acres.»

«**94.** The total area granted by lease Maximum
to any one person during a twelve area.
month period must not exceed two hundred and twenty-five acres."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
aa. 128,
129, remp.
Matériaux
pour construction ou
entretien.
12. Les articles 128 et 129 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

12. Sections 128 and 129 of the said 1965
act are replaced by the following: (1st sess.),
c. 34,
ss. 128,
129,
replaced.

«**128.** La couronne a droit, sans indemnité, d'extraire d'un terrain faisant l'objet d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un bail minier ou d'une concession minière sur des terres de la couronne, le sable, la pierre et le gravier dont elle peut avoir besoin pour la construction ou l'entretien de ses ouvrages.

«**128.** The Crown shall be entitled, without indemnity, to extract from any land which is the subject of a claim, development licence, mining lease or mining concession on Crown lands, the sand, stone and gravel which it may need for the construction or maintenance of its works.

Droit
d'exploita-
tion des
dépôts de
sable et
gravier.
«**129.** Le ministre peut disposer, à des conditions établies par règlement, du droit d'exploitation des dépôts de sable et de gravier:

«**129.** The Minister, upon such con- Right of
ditions as are determined by regula- working
tion, may dispose of the right of work- sand and
ing sand and gravel deposits: gravel
deposits.

a) sur des terres de la couronne, sans être obligé de payer une indemnité aux détenteurs de claims, de permis de mise en valeur ou de baux miniers;

(a) on Crown lands, without being obliged to pay any indemnity to the holders of claims, development licences or mining leases;

b) sur des terres de particuliers ou des concessions minières, du consentement écrit du propriétaire ou après expropriation.»

(b) on private lands or mining concessions with the written consent of the owner or after expropriation."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 130d,
mod.
13. L'article 130d de ladite loi, édicté par l'article 26 du chapitre 27 des lois de 1970, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

13. Section 130d of the said act, 1965
enacted by section 26 of chapter 27 of (1st sess.),
the statutes of 1970, is amended by c. 34,
replacing the first paragraph by the s. 130d, am.
following:

Cession
par bail
emphytéo-
tique.

« **130d.** Toute cession d'un droit de surface faite avant le premier janvier 1971, par bail dit emphytéotique, sur une concession minière est considérée comme une vente pure et simple. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 189,
mod.
Découverte
de gaz
naturel.

14. L'article 189 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

« Toute personne qui découvre du gaz naturel dans son terrain à la suite du forage ou du fonçage d'un puits pour obtenir de l'eau ou autrement doit, sans délai, en aviser le ministre.

Travaux
requis par
le ministre.

Lorsque du gaz naturel ainsi découvert met en danger des personnes ou des biens, le ministre peut enjoindre au propriétaire du terrain d'exécuter les travaux requis pour assurer la sécurité de telles personnes ou de tels biens ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile, de procéder à l'obturation du puits d'où émane le gaz naturel dans le délai qu'il fixe, à défaut de quoi il peut, aux frais du propriétaire du terrain, exécuter ces travaux ou procéder à cette obturation. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 206,
mod.

15. L'article 206 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe c du premier alinéa par le suivant:

« (c) à la demande d'une municipalité, les droits de surface du titre d'une concession minière inexploitée depuis au moins dix ans, lorsque, dans l'intérêt public, il l'estime nécessaire pour le développement d'une municipalité. »

Id., a. 243,
remp.

16. L'article 243 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Système
de gestion
de maté-
riaux
rejetés.

« **243.** Tout exploitant d'une mine, usine de concentration, fonderie ou affinerie doit faire approuver par le ministre, avant le commencement des

« **130d.** Every transfer of a surface right made before 1 January 1971 by emphyteutic lease on any mining con-
cession shall be deemed a sale pure and simple. »

14. Section 189 of the said act is amended by adding at the end the following paragraphs:

« Every person who discovers natural gas on his land as a result of the drilling or digging of a well for water or otherwise shall notify the Minister without delay.

When natural gas so discovered puts any person or property in danger, the Minister may order the owner of the land to execute such works as are required to ensure the safety of such person or property or, if there is no other practical remedy, to seal off the well from which the natural gas is emanating, within such delay as he may fix, failing which the Minister may, at the cost of the owner of the land, execute such works or seal off the well. »

15. Section 206 of the said act, amended by section 35 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended by replacing subparagraph c of the first paragraph by the following:

« (c) upon an application by a municipality, the surface rights in the title of a mining concession which has not been operated for at least ten years, when he considers it necessary in the public interest for the development of a municipality. »

16. Section 243 of the said act is replaced by the following:

« **243.** Every operator of a mine, concentrator, smelter or refinery must, before commencing operations, have his rejected materials management

opérations, son système de gestion de matériaux rejetés.»

system approved by the Minister.”

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
aa. 244-
246, remp.

17. Les articles 244 à 246 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Documents
et plans
requis.

«**244.** Tout exploitant doit, pour les fins de l'article 243, fournir au ministre les documents et plans prescrits par règlement.

Pouvoir
du
ministre.

«**245.** Si le ministre croit que le système de gestion de matériaux rejetés de l'exploitant, même après son approbation, peut être la cause prochaine ou éloignée de dommages aux occupants des propriétés de la région environnante, il peut, par avis écrit, exiger l'exécution des travaux qu'il peut juger utiles ou nécessaires pour prévenir tous dommages.

Travaux
préventifs.

«**246.** Le ministre peut, par avis écrit, exiger de tout exploitant l'exécution des travaux qu'il juge nécessaires pour prévenir les dommages causés par des matériaux rejetés déposés antérieurement à l'approbation du système de gestion.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 259, ab.

18. L'article 259 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 262,
remp.

19. L'article 262 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Suspension
de
règlement
en cas
d'urgence.

«**262.** En cas d'urgence, sur demande écrite et motivée de l'exploitant d'une mine, le ministre peut, par des instructions écrites, suspendre, pour une période déterminée y mentionnée, toute disposition d'un règlement fait en vertu de l'article 261. Le ministre peut, en tout temps, modifier ou révoquer ces instructions.»

17. Sections 244 to 246 of the said act are replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34,
ss. 244-
246,
replaced.
Documents
and plans
required.

«**244.** For the purposes of section 243, every operator must supply the Minister with the documents and plans prescribed by regulation.

«**245.** If the Minister considers that the operator's rejected materials management system, even after it has been approved, may be the proximate or remote cause of damage to the occupants of properties in the surrounding region, he may by written notice require the execution of such works as he may deem expedient or necessary to avoid any damage.

Power of
Minister.

«**246.** The Minister may by written notice compel any operator to execute such works as he deems necessary to prevent damage caused by rejected materials deposited before approval of the management system.”

Remedial
works.

18. Section 259 of the said act is repealed.

1965
(1st sess.)
c. 34, s. 259,
repealed.

19. Section 262 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 262,
replaced.

«**262.** In cases of emergency, upon the written request of the operator of a mine, stating his reasons therefor, the Minister may, by written instructions, suspend for a definite period therein stated, any provision of a regulation made under section 261. The Minister may at any time alter or cancel such instructions.”

Suspension
in case of
emergency.

1965
(1^{re} sess.),
c. 34, a. 263,
mod.

20. L'article 263 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

Équipes de sauvetage.

«2. Le ministre détermine le nombre d'ouvriers de chaque mine qui doivent suivre des cours sur l'usage et l'entretien des appareils de sauvetage. L'exploitant choisit parmi les employés de sa mine les membres de chaque équipe de sauvetage, et doit voir à ce qu'ils suivent les cours.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 267, mod.

21. L'article 267 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Pratiques dangereuses, etc.

«**267.** Le ministre a le droit d'ordonner par écrit à un exploitant ou à ses agents de remédier, dans le temps qu'il fixe, à tout état de choses ou pratique jugé dangereux.»

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 268,
mod.

22. L'article 268 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 36 des lois de 1968 et l'article 37 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe a par les suivants:

«a) prescrire les travaux que doit effectuer le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur;

«aa) prescrire la manière selon laquelle le détenteur d'un claim ou d'un permis de mise en valeur doit faire rapport des travaux effectués sur le terrain couvert par son claim ou son permis de mise en valeur de même que le délai dans lequel le rapport doit être fait;»;

b) par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) établir les conditions auxquelles le ministre peut disposer du droit d'exploitation des dépôts de sable et de gravier;»;

c) par la suppression du paragraphe k;

20. Section 263 of the said act is amended by replacing subsection 2 by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 263, am.

“(2) The Minister shall fix the number of workmen in each mine who must follow a course on the use and maintenance of rescue apparatus. The operator shall choose from among the employees of his mine the members of each rescue crew, and must see that they follow the course.”

Rescue crews.

21. Section 267 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 267,
am.

“**267.** The Minister may order in writing any operator or his agents to remedy, within such time as he may determine, any state of affairs or practice considered dangerous.”

Dangerous practices, etc.

22. Section 268 of the said act, amended by section 24 of chapter 36 of the statutes of 1968 and by section 37 of chapter 27 of the statutes of 1970, is again amended:

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 268, am.

(a) by replacing paragraph a by the following paragraphs:

“(a) prescribe the work that must be executed by the holder of a claim or of a development licence;

“(aa) prescribe the manner in which the holder of a claim or of a development licence must report the work executed on the land covered by his claim or development licence, and the delay within which the report must be made;”;

(b) by replacing paragraph c by the following:

“(c) establish the conditions on which the Minister may dispose of the right of working sand and gravel deposits;”;

(c) by striking out paragraph k;

d) par la suppression du paragraphe *n*;

e) par l'insertion, après le paragraphe *o*, du suivant:

«*oo*) prescrire les documents et plans que doit fournir au ministre tout exploitant en vertu de l'article 244;»;

f) par le remplacement du paragraphe *q* par le suivant:

«*q*) prescrire les mesures de sécurité qui doivent être prises lorsqu'une mine cesse ses opérations ou n'est plus en opération;»;

g) par la suppression du paragraphe *u*.

(d) by striking out paragraph *n*;

(e) by inserting, after paragraph *o*, the following:

“(oo) prescribe the documents and plans that must be supplied to the Minister by every operator pursuant to section 244;”;

(f) by replacing paragraph *q* by the following:

“(q) prescribe the safety measures that must be taken where a mine ceases operations or is no longer in operation;”;

(g) by striking out paragraph *u*.

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 269,
mod.
Publica-
tion.

23. L'article 269 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, un projet de tout règlement prévu en vertu des paragraphes *a* et *aa* de l'article 268 doit être publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des soixante jours qui suivent cette publication, il sera présenté pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

23. Section 269 of the said act is amended by adding, at the end, the following paragraph:

“However, the draft of any regulation provided for in paragraph *a* or *aa* of section 268 must be published by the Minister in the *Gazette officielle du Québec* with a notice that upon the expiry of sixty days following that publication, it will be presented for adoption to the Lieutenant-Governor in Council.”

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 270,
mod.

24. L'article 270 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 36 des lois de 1968, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *b* du premier alinéa, du suivant:

«*c*) dans les matériaux rejetés qui font partie du domaine public.»

24. Section 270 of the said act, amended by section 25 of chapter 36 of the statutes of 1968, is again amended by inserting after subparagraph *b* of the first paragraph, the following:

“(c) in rejected materials forming part of the public domain.”

Id., a. 271,
mod.

25. L'article 271 de ladite loi, remplacé par l'article 38 du chapitre 27 des lois de 1970, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Toutefois, le permis prévu au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 270 peut être délivré à un individu.»

25. Section 271 of the said act, replaced by section 38 of chapter 27 of the statutes of 1970, is amended by adding the following paragraph:

“However, the permit provided for in subparagraph *c* of the first paragraph of section 270 may be issued to an individual.”

Permis
délivré
à un
individu.

Permit
issued to
an individ-
ual.

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 272,
remp.
Permis
d'explora-
tion.

26. L'article 272 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **272.** Le détenteur d'un permis d'exploration a droit sans jalonement d'obtenir pendant sa durée des baux miniers sur le dixième, au plus, de la superficie visée par son permis, de la manière et aux conditions fixées à la section X; cependant, pour les dépôts d'alluvion, de même que pour les matériaux rejetés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder une plus forte proportion. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
aa. 272a,
272b, aj.

27. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 272, de ce qui suit:

«SECTION XXIXA

«ORDONNANCES DU MINISTRE

Ordon-
nance du
ministre.

« **272a.** Le ministre peut, par ordonnance:

a) déterminer les formules à utiliser dans l'application de la présente loi;

b) réserver à la couronne pour fin de travaux d'inventaires et de recherches miniers tout terrain où les droits de mine lui appartiennent;

c) ordonner la construction et l'entretien de murs mitoyens ou passages mitoyens entre des propriétés minières.

Entrée en
vigueur.

« **272b.** Toute ordonnance faite en vertu de l'article 272a entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 280a, aj.

28. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 280, du suivant:

Pouvoir du
juge.

« **280a.** Le juge des mines peut, dans toute affaire dont il est saisi, modifier la superficie d'un claim dans des proportions qui lui paraissent justes et

26. Section 272 of the said act is replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 272,
replaced.
Explora-
tion
permit.

« **272.** The holder of an exploration permit shall be entitled to obtain for the duration thereof, without staking, mining leases for not more than one-tenth of the area covered by his permit, in the manner and on the conditions set out in Division X; but as regards alluvial deposits and rejected materials, the Lieutenant-Governor in Council may allow a higher proportion. »

27. The said act is amended by inserting, after section 272, the following:

1965
(1st sess.),
c. 34,
ss. 272a,
272b,
added.

“DIVISION XXIXA

“ORDERS OF THE MINISTER

“**272a.** The Minister may by order:

Order of
Minister.

(a) prescribe the forms to be used in the application of this act;

(b) reserve to the Crown any land on which it owns mining rights, for the purpose of mining inventory and exploration work;

(c) order the construction and maintenance of common walls or common roads between mining properties.

“**272b.** Every order made in virtue of section 272a shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*. ”

Coming
into force.

28. The said act is amended by inserting, after section 280, the following:

1965
(1st sess.),
s. 280a,
added.

“**280a.** The Mining Judge may, in any matter referred to him, change the area of a claim in such proportion as he deems fair and make any order and issue

Power of
Judge.

donner à cet égard tous ordres et directives qu'il juge nécessaires."

any directive he deems necessary in respect thereof."

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 282,
mod.
Significa-
tion.

29. L'article 282 de ladite loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par les suivants:

« Cette requête doit être signifiée à toutes les parties intéressées, y compris au ministre.

Envoi de
copie.

La signification de la requête se fait par l'envoi d'une copie de la requête par courrier recommandé ou certifié. »

29. Section 282 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following paragraphs:

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 282, am.

« Such petition must be sent to all the interested parties, including the Minister.

Service of the petition shall be made by sending copy thereof by registered or certified mail. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 283,
remp.

30. L'article 283 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Preuve de
la signifi-
cation.

« **283.** Le requérant doit transmettre au juge des mines, par courrier recommandé ou certifié, l'original de sa requête auquel il doit joindre les avis de réception ou de livraison prouvant sa signification. »

30. Section 283 of the said act is replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 34,
s. 283,
replaced.

« **283.** The petitioner must send the original of his petition to the Mining Judge by registered or certified mail, and must attach thereto the notices of receipt or delivery proving service thereof. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 34,
a. 307a, aj.

31. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 307, du suivant:

Pouvoirs
exercés par
le sous-
ministre,
etc.

« **307a.** Les pouvoirs accordés au ministre en vertu des articles 43, 49, 52, 61, 71, 74, 75 et 267 peuvent être exercés par le sous-ministre ou par tout fonctionnaire autorisé spécialement à cette fin par le ministre.

Disposi-
tion
applicable.

L'article 51 s'applique à la décision rendue en vertu des articles 43, 49 et 75 par le sous-ministre ou par tout fonctionnaire autorisé spécialement à cette fin par le ministre. »

31. The said act is amended by inserting, after section 307, the following:

1965
(1st sess.),
s. 307a,
added.

« **307a.** The powers granted to the Minister under sections 43, 49, 52, 61, 71, 74, 75 and 267 may be exercised by the Deputy-Minister or any officer specially authorized thereto by the Minister.

Powers
exercised
by Deputy-
Minister.

Section 51 applies to every decision rendered in virtue of sections 43, 49 and 75 by the Deputy-Minister or by any officer specially authorized thereto by the Minister. »

Provision
to apply.

Règle-
ments
continues
en vigueur.

32. Les règlements adoptés en vertu des paragraphes *n* et *u* de l'article 268 de la Loi des mines demeurent en vigueur, nonobstant l'abrogation desdits paragraphes par la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou remplacés par ordonnance du ministre adoptée en vertu de l'article 272a de la Loi des mines édicté par la présente loi.

32. The regulations made under paragraphs *n* and *u* of section 268 of the Mining Act shall remain in force, notwithstanding the repeal of such paragraphs by this act, until they are amended or replaced by an order of the Minister made under section 272a of the Mining Act enacted by this act.

Regula-
tions to
remain in
force.

Entrée en
vigueur.

33. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. (*)

(*) Les articles 1 à 8, 11 à 21, les paragraphes b à g de l'article 22 et les articles 23 à 33 de cette loi sont entrés en vigueur le 7 septembre 1977 (Gazette officielle du Québec, 1977, page 5179).

33. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. (*)

Coming
into force.

(*) Sections 1 to 8, 11 to 21, paragraphs b to g of section 22 and sections 23 to 33 of this act came into force on 7 September 1977 (Gazette officielle du Québec, 1977, page 5179).